



Le fascisme est à nos portes : riposte antiraciste !

L'islamophobie d'État et les injustices coloniales se renforcent en France. Face à cette offensive raciste et réactionnaire, il est crucial de construire une riposte populaire. À l'échelle internationale, le fascisme se structure sous la conduite des capitalistes et des États impérialistes, mettant en péril les droits des exilé-es et des peuples colonisés. C'est pourquoi nous serons dans la rue le samedi 22 mars dans le cadre de la journée internationale contre le racisme.

Entre les attaques fascistes en plein Paris ciblant les camarades de Young Struggle en février et l'expulsion violente des jeunes exilé-es de la Gaîté lyrique en mars, nous assistons à une escalade vertigineuse de la répression et de la violence. **L'État, avec la complicité de la mairie PS, a expulsé plus de 400 mineur-es étranger-es, abandonnant ces jeunes à la rue.** Face à ces agressions, la solidarité et la résistance sont plus que jamais nécessaires.

Contre le vent islamophobe

L'islamophobie d'État s'intensifie, se traduisant par des discriminations systémiques et une répression accrue des musulman-es et des minorités racisées. La France alimente cette politique en interdisant le port du hijab dans le sport ou en retirant le financement aux établissements musulmans, tandis que **des actes islamophobes graves sont passés sous silence**, comme l'incendie criminel de la mosquée de Jorveau dans la nuit du 25 au 26 février. Face à cette offensive raciste et réactionnaire, **une riposte antiraciste populaire et massive est essentielle**, avec des revendications claires : abrogation des lois islamophobes et fin des politiques discrétionnaires de régularisation « au cas par cas » qui favorisent les traitements d'exception racistes.

Combattre notre colonialisme

La fascisation du pays va de paire avec la violence du colonialisme français. Depuis juin 2024, **les prisonniers politiques kanak, enfermés à des dizaines de milliers de kilomètres de chez**

eux en métropole pour avoir résisté à l'ordre colonial, en font l'expérience. Parmi eux Christian Tein, porte-parole de la CCAT, reste emprisonné en métropole malgré la décision de la justice invalidant les raisons invoquées par l'État.

La Cour d'appel de Paris a reconnu la responsabilité de la France dans l'empoisonnement au chlordécone en Guadeloupe et en Martinique, mais a imposé des critères restrictifs pour l'indemnisation des victimes, n'en retenant que 11 sur plus de 1 200. Cette décision illustre **l'impunité de l'État face à ce scandale sanitaire et écologique**, issu d'une politique coloniale favorisant les profits des grands exploitants au détriment des populations locales. Malgré des décennies de contamination et de graves conséquences sur la santé, la justice refuse une reconnaissance collective du préjudice, perpétuant ainsi les injustices environnementales et impérialistes de la France envers ses territoires d'Outre-Mer qui n'ont pas « choisi » la France.

La fascisation de la société française se montre particulièrement par la complicité de l'État avec la politique coloniale et génocidaire israélienne. Pendant qu'on réprime et criminalise le mouvement de solidarité avec la Palestine, les paroles d'apologie du génocide sont tolérées, voire mises en avant.

Vers une internationale fasciste

Le fascisme d'aujourd'hui ne surgit pas du néant, il s'organise à l'échelle internationale sous l'impulsion de

grandes fortunes comme Musk, qui appuie les mouvements d'extrême droite et promeut un libertarianisme réactionnaire. À l'image des fascistes d'hier, il recycle des symboles, infiltre le discours dominant et s'appuie sur la bourgeoisie, complice par intérêt. Face à cette montée, l'antifascisme libéral et institutionnel se limite à des postures morales et des alliances de classe inefficaces.

L'État continue son processus de fascisation à travers la réactualisation permanente des doctrines de guerre au terrorisme ou de guerre à la drogue, réactualisées dernièrement par Darmanin et Retailleau. Ces « guerres » ne sont rien d'autre que des guerres aux peuples, appuyant la pression policière contre les quartiers populaires et les personnes racisées.

L'Union européenne renforce sa politique de forteresse en présentant un projet d'institutionnalisation de la traque aux migrant-es. Sous couvert d'accords avec des pays tiers, **elle légalise les déportations massives et l'enfermement de familles entières dans de véritables camps.** Ce durcissement s'inscrit dans la logique xénophobe du pacte Asile et immigration, qui criminalise les exilé-es et les prive de leurs droits les plus élémentaires. Face à cette offensive, seule une solidarité internationale peut opposer un front de lutte contre cette politique raciste et contre la montée du fascisme.

Dans nos lieux de travail ou dans nos quartiers, construisons une riposte antiraciste et antifasciste populaire et massive !

ALTERNATIVE LIBERTAIRE, LE JOURNAL MENSUEL DE L'UCL

- ☐ Je souhaite prendre contact avec l'Union communiste libertaire
- ☐ Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel *Alternative libertaire*
- ☐ Je m'abonne à *Alternative libertaire*

(30 euros pour un an, 20 euros pour les précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire. Pour envois dans les outre-mers et à l'étranger nous contacter.)

NOM..... PRÉNOM.....
TÉL..... E-MAIL.....
ADRESSE.....

coupon à renvoyer à Alternative libertaire, BP 295, 75921 Paris Cedex 19

